

COMMISSION PERMANENTE DU CONSEIL REGIONAL DE BOURGOGNE-FRANCHE- COMTE		N° du rapport : 3 - 18
		Date : vendredi 30 septembre 2022
Politique / Fonction	2 - Enseignement	
Sous-Politique / Sous-Fonction	22 - Enseignement du second degré	
Programmes	22.52 - Aides spécifiques	

OBJET : Règlement d'intervention tarification sociale restauration hébergement

I- EXPOSE DES MOTIFS

La Région a fixé les tarifs d'hébergement et de restauration applicables dans les EPLE, EREA et EPLEFPA pour l'année civile 2023 lors de la Commission permanente du 8 juillet 2022.

Le dispositif de tarification sociale intègre une aide aux familles non boursières. Elle a vocation à aider les familles dont les revenus sont légèrement au-dessus des seuils des bourses de l'Education nationale.

Pour assurer la continuité dispositif régional avec celui des bourses d'Etat qui a été actualisé pour l'année scolaire 2022/2023, il convient d'actualiser les plafonds d'éligibilité à l'aide régionale et de prendre en compte les mêmes écarts relatifs entre paliers d'enfants à charge que ceux de l'Etat.

Il est proposé dans le tableau ci-dessous de fixer les niveaux de revenus par enfant à charge en deçà desquels les familles non boursières pourront être éligibles à l'aide régionale :

Niveaux de revenu maximum d'éligibilité (revenu 2021- avis d'imposition 2022-)	Barème Dispositif Région	Barème Bourse Education Nationale (Echelon 1)
<i>Nb d'enfants à charge</i>		
1	22 552,00	19 014,00 €
2	24 284,85	20 475,00 €
3	27 754,12	23 400,00 €
4	32 091,59	27 057,00 €
5	36 427,87	30 713,00 €
6	41 633,55	35 102,00 €
7	46 836,85	39 489,00 €
8 et plus	52 041,34	43 877,00 €

II- DECISIONS

Après en avoir délibéré, la Commission permanente a décidé :

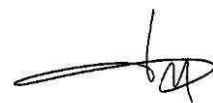
- d'approuver la modification des montants du barème du dispositif d'aides aux familles non boursières,
- d'abroger le règlement d'intervention n° 50.08,
- d'approuver le nouveau règlement d'intervention n° 50.08.

N° de délibération 22CP.850

Délibération adoptée à l'unanimité des suffrages exprimés
(28 voix pour, 4 abstentions)

Envoi Préfecture : jeudi 6 octobre 2022
Retour Préfecture : jeudi 6 octobre 2022
Accusé de réception n° 8049057

La Présidente du Conseil Régional,



Marie-Guite DUFAY

2 - Enseignement	
22 - Enseignement du second degré	50.08
Tarification sociale restauration hébergement	

PROGRAMME(S)**22.52 - Aides spécifiques****TYOLOGIE DES CREDITS****AA****EXPOSE DES MOTIFS**

La Région Bourgogne-Franche-Comté a fixé les tarifs d'hébergement et de restauration applicables dans les établissements publics locaux d'enseignement (EPL), établissements régionaux d'enseignement adapté (EREA) et établissements publics locaux d'enseignement et de formation professionnelle agricole (EPLEFPA) pour l'année civile 2023.

Une tarification sociale a été mise en œuvre depuis 2018, dans l'ensemble des établissements de la région, publics ou privés sous contrat avec l'Etat, au bénéfice des élèves selon des critères définis.

Ainsi, deux dispositifs d'aide forfaitaire à la restauration et à l'hébergement sont mis en œuvre :

D'une part, il est proposé de reconduire le dispositif à destination des familles boursières, représentant quelques 13 000 bénéficiaires, en revalorisant le montant des forfaits : sa mise en œuvre est assurée avec l'appui des établissements qui connaissent le statut de boursier des élèves. Le montant de l'aide sera versé par les lycées aux familles ou déduit des factures selon le niveau du reste à charge.

D'autre part, il est proposé la mise en œuvre d'un dispositif au bénéfice de familles non boursières pour celles situées à la frange d'éligibilité du dispositif pour les boursiers. Les plafonds de revenu sont précisés dans le règlement et tiennent compte, comme pour les bourses de l'Etat, de la composition familiale : sa mise en œuvre sera assurée en totalité par les services de la Région à qui les familles devront transmettre leur niveau de revenu pour que leur demande puisse être instruite et obtenir l'aide calculée.

En complément de ces deux mesures, il est proposé de reconduire le dispositif d'appui aux établissements pour l'aide personnalisée aux familles, afin de permettre aux établissements de répondre aux situations des familles les plus délicates, en leur accordant une aide individualisée et adaptée, dans un objectif de lutte contre le décrochage scolaire.

Les crédits seront inscrits sur la ligne budgétaire 22.52 « Aides spécifiques », à l'occasion du vote du budget primitif pour l'année civile 2023.

BASES LEGALES

Article R531-52 du code de l'éducation : « *Les tarifs de la restauration scolaire fournie aux élèves des écoles maternelles, des écoles élémentaires, des collèges et des lycées de l'enseignement public sont fixés par la collectivité territoriale qui en a la charge* ».

Article R531-53 du code de l'éducation : « *Les tarifs mentionnés à l'article R. 531-52 ne peuvent, y compris lorsqu'une modulation est appliquée, être supérieurs au coût par usager résultant des charges supportées au titre du service de restauration, après déduction des subventions de toute nature bénéficiant à ce service* ».

Article L533-1 du code de l'éducation : « *Les collectivités territoriales, les établissements publics de coopération intercommunale et les caisses des écoles peuvent faire bénéficier des mesures à caractère social tout enfant sans considération de l'établissement d'enseignement qu'il fréquente* ».

I- DISPOSITIF FORFAITAIRE D'AIDE AUX FAMILLES BOURSIERES

DESCRIPTIF DE L'INTERVENTION

Ce dispositif s'adresse à tous les élèves boursiers, inscrits dans un établissement public ou privé sous contrat, en tant que lycéen ou 3^{ème} découverte professionnelle, ou 4^{ème} ou 3^{ème} agricole scolarisé dans un lycée.

OBJECTIFS

Il s'inscrit dans les mesures en faveur du pouvoir d'achat et pour répondre à l'Objectif de Développement Durable 10 « Réduire les inégalités », en rendant cette aide accessible à un plus grand nombre de bénéficiaires, au regard du dispositif existant antérieurement.

NATURE DE L'AIDE

Il s'agit d'une aide unique, forfaitaire et annuelle, dont le montant est dégressif en fonction du niveau de bourse de l'élève. **Cette aide sera déduite des factures** de restauration et/ou d'hébergement, du 2^{ème} trimestre et ou du 3^{ème} trimestre de l'année scolaire 2022-2023 **quel que soit le reste à charge des familles après la déduction de la bourse.**

Dans le cas où l'aide régionale ne peut être déduite des factures du 2^{ème} et/ou 3^{ème} trimestre, du fait d'un restant à charge nul, l'établissement procédera au versement de l'aide aux familles concernées.

MONTANT

Les nouvelles modalités de l'aide prennent en compte les niveaux de bourse suivants et font varier le montant de l'aide régionale en conséquence.

	Niveaux de bourse					
	Echelon 1	Echelon 2	Echelon 3	Echelon 4	Echelon 5	Echelon 6
Lycéen boursier DP	130 €	130 €	130 €	150 €	150 €	150 €
Lycéen boursier Interne	230 €	230 €	280 €	280 €	330 €	330 €

BENEFICIAIRES et CRITERES D'ELIGIBILITE

2 conditions cumulatives pour être bénéficiaire de l'aide :

- Etre inscrit dans un établissement public ou privé sous contrat, en tant que lycéen, ou 3^{ème} découverte professionnelle, ou 4^{ème} ou 3^{ème} agricole scolarisé dans un lycée.
- Etre bénéficiaire de la bourse nationale.

Sont concernés :

- les élèves demi-pensionnaires au forfait
- **les seuls élèves demi-pensionnaires fréquentant une cité scolaire gérée par un département qui ne propose pas les forfaits sous réserve qu'ils justifient d'un nombre de repas acquittés d'au minimum 10 par an**
- les élèves internes et les internes-externés

Pour apprécier le statut de l'élève, les établissements se baseront sur les inscriptions au 30 novembre 2022. Ainsi, les changements de statut **entre demi-pensionnaire et interne ou les modifications d'échelons**, en cours d'année ne seront pas pris en compte et l'aide sera versée conformément au statut constaté à cette date.

En revanche, un élève quittant l'établissement ou changeant de statut pour celui d'externe, avant la fin du second trimestre ne pourra prétendre à l'aide régionale.

Ne sont donc pas éligibles à l'aide :

- les élèves non boursiers, même si demi-pensionnaires (DP), internes, ou internes externés,
- les élèves boursiers externes
- les apprentis,
- les élèves inscrits en Brevet de Technicien Supérieur (BTS) et en classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE)

PROCEDURE

Chaque établissement est chargé de mettre en œuvre cette aide.

Les services de la Région adresseront aux établissements un formulaire à remplir au cours du 1^{er} trimestre de l'année scolaire 2022/2023, pour le recensement des bénéficiaires.

Sur la base de ce document, les services de la Région proposeront l'attribution d'une enveloppe financière aux établissements, qu'ils verseront aux familles recensées.

Pour ce faire, et après vérification de l'éligibilité de l'élève, l'établissement déduira l'aide des avis adressés aux familles au titre du 2^{ème} trimestre de l'année scolaire, selon le statut (DP ou interne) constaté au 30 novembre 2022.

Les factures adressées aux familles mentionneront sur une ligne spécifique, le montant déduit et l'intitulé « Aide du Conseil régional de Bourgogne Franche-Comté ». Elles seront accompagnées d'une information explicitant la démarche régionale. Un courrier à adresser aux familles avec la facturation du 2^{ème} trimestre sera transmis aux établissements en temps utile.

Le Conseil régional procédera à un bilan du dispositif chaque année et, le cas échéant, émettra un titre de recettes concernant les aides non versées.

MODALITES FINANCIERES

Le Conseil régional versera à l'établissement d'enseignement, au vu du formulaire de recensement attesté par le chef d'établissement, le montant de la subvention prévisionnelle qui sera proportionné au nombre de boursiers, à leur statut et à leur niveau de bourse au 30 novembre 2022.

Cette subvention prévisionnelle pourra être complétée en cours d'année, afin de tenir compte notamment des effectifs boursiers supplémentaires. Aucune nouvelle demande ne pourra être instruite après le 1^{er} février 2023.

Un bilan de l'aide régionale réellement versée aux familles sera réalisé au cours du 3^{ème} trimestre 2023.

La Région se réserve le droit de demander aux établissements, toutes les pièces justificatives (noms des bénéficiaires, classes, niveaux de bourse, ...) relatives à l'attribution de ces aides.

DECISION

Le Conseil régional versera à l'établissement d'enseignement, au vu du formulaire de demande signé par le chef d'établissement, le montant de la subvention prévisionnelle qui sera proportionné au nombre de boursiers, au statut et au niveau de bourses de chaque élève éligible.

Cette subvention prévisionnelle pourra être complétée en cours d'année afin de tenir compte notamment des effectifs supplémentaires.

EVALUATION

Le dispositif sera évalué sur le nombre et le statut des bénéficiaires (demi-pensionnaire et internes) au regard de la fréquentation globale des services d'hébergement et de restauration.

II- DISPOSITIF FORFAITAIRE D'AIDE AUX FAMILLES NON BOURSIERES

DESCRIPTIF DE L'INTERVENTION

Ce dispositif s'adresse aux élèves non boursiers, inscrits dans un établissement public ou privé sous contrat, en tant que lycéen ou 3^{ème} découverte professionnelle, ou 4^{ème} ou 3^{ème} agricole scolarisé dans un lycée dans la limite d'un plafond de revenus.

OBJECTIFS

Il s'inscrit dans les mesures en faveur du pouvoir d'achat des familles de classes moyennes non boursières et pour répondre à l'Objectif de Développement Durable 10 « Réduire les inégalités ». Cette aide a également pour objectif de renforcer l'attractivité des services de restauration et d'hébergement des établissements.

NATURE DE L'AIDE

Il s'agit d'une aide financière unique versée directement au demandeur.

MONTANT

Le montant de l'aide est déterminé en fonction du plafond de revenu de l'année N-1, du nombre d'enfants à charge et du régime du lycéen (demi-pensionnaire ou interne) :

Montant de l'aide :

	<i>Demi-pensionnaire</i>	<i>Interne</i>
Montant de l'aide	100 €	180 €

Plafond de revenus :

Nb d'enfants à charge	Revenu
1 enfant	22 552,00
2 enfants	24 284,85
3 enfants	27 754,12
4 enfants	32 091,59
5 enfants	36 427,87
6 enfants	41 633,55
7 enfants	46 836,85
8 enfants et plus	52 041,34

Le revenu pris en compte est le revenu fiscal de référence indiqué sur l'avis d'imposition de l'année N sur les revenus de l'année N-1.

L'aide n'est pas cumulable avec la bourse Education nationale, l'aide aux familles boursières et l'aide personnalisée.

BENEFICIAIRES et CRITERES D'ELIGIBILITE

2 conditions cumulatives pour être bénéficiaire de l'aide :

- Etre inscrit comme demi-pensionnaire (DP) ou interne dans un établissement public ou privé sous contrat, en tant que lycéen, ou 3^{ème} découverte professionnelle, ou 4^{ème} ou 3^{ème} agricole scolarisé dans un lycée.
- Etre non bénéficiaire de la bourse nationale de l'Education Nationale.
- Avoir un revenu fiscal inférieur aux montants indiqués ci-dessus en fonction du nombre d'enfants à charge.

Sont concernés :

- les élèves demi-pensionnaires au forfait
- **les seuls élèves demi-pensionnaires fréquentant une cité scolaire gérée par un département qui ne propose pas les forfaits, sous réserve qu'ils justifient d'un nombre de repas consommés équivalent au forfait 3 jours**
- les élèves internes et les internes-externés

Pour apprécier le statut de l'élève, l'inscription au 1^{er} octobre de l'année scolaire en cours est prise en compte.

Seules les modifications (régime, situation familiale, établissement) intervenant avant le 31 décembre de l'année scolaire en cours et signalées à la Région seront prises en compte.

L'aide ne sera pas versée aux familles ne s'étant pas acquittées des factures concernant les services de restauration et d'hébergement de l'année en cours ou de l'année précédente.

L'aide ne sera pas versée à un élève quittant l'établissement avant le 31 décembre de l'année scolaire en cours.

Ne sont pas éligibles à l'aide :

- les élèves boursiers,
- les apprentis,
- les élèves post bac.

PROCEDURE

Les familles déposent leur demande dans une application dédiée accessible à partir du site internet de la Région du 1^{er} octobre au 31 décembre 2022.

Elles accompagneront leur demande des pièces justifiant de leur revenu, du nombre d'enfants à charge, de l'inscription de l'enfant dans l'établissement comme demi-pensionnaire ou interne, et transmettent leurs coordonnées bancaires.

Les services de la Région procèdent à l'instruction des dossiers au fur et à mesure des dépôts de demandes.

DECISION

La décision est prise par l'Assemblée plénière ou la Commission permanente du Conseil régional ; elle est notifiée par courrier électronique au demandeur.

EVALUATION

Le dispositif sera évalué sur le nombre et le statut des bénéficiaires (demi-pensionnaire et internes) au regard de la fréquentation globale des services d'hébergement et de restauration.

DISPOSITIONS DIVERSES

Loi informatique et libertés – Droits d'accès et de rectification

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction des demandes d'aides et à leur éventuel versement. Elles sont destinées au service Fonctionnement des lycées du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978, les demandeurs disposent d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui les concernent en s'adressant à Madame la Présidente du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté – CS 51857 – 4 square Castan – 25031 Besançon Cedex.

III- DISPOSITIF D'APPUI AUX ETABLISSEMENTS POUR L'AIDE PERSONNALISEE AUX FAMILLES

DESCRIPTIF DE L'INTERVENTION

Ce dispositif, destiné à compléter le dispositif d'aide aux familles boursières, s'adresse aux familles en difficultés financières, non boursières, identifiées par les établissements publics et privés sous contrat.

OBJECTIFS

Ce dispositif a pour objectif d'éviter la dégradation des situations humaines et de lutter contre le décrochage scolaire en lien avec des situations de précarité.

NATURE DE L'AIDE

Une enveloppe financière sera attribuée aux établissements, pour leur permettre, à l'instar du fonds social lycéen accordé par l'Etat, de répondre aux besoins des familles qu'ils auront identifiés.

BENEFICIAIRES

L'ensemble des établissements de la région, publics ou privés sous contrat avec l'Etat, peuvent prétendre au bénéfice de cette subvention, destinée aux familles des élèves non boursiers.

Ainsi, une enveloppe financière est attribuée aux établissements demandeurs, afin de leur permettre d'apporter une réponse aux situations des familles en difficultés, dont l'enfant fréquente le service de restauration et d'hébergement.

2 conditions cumulatives pour identifier les élèves éligibles au titre de ce dispositif,

- L'élève doit être inscrit dans un établissement public ou privé sous contrat, en tant que lycéen, ou 3^{ème} découverte professionnelle, ou 4^{ème} ou 3^{ème} agricole.
- L'élève doit être inscrit sous le statut demi-pensionnaire, interne ou interne externé

Ne pourront prétendre à une aide personnalisée, gérée par les établissements :

- les apprentis
- les élèves inscrits en Brevet de Technicien Supérieur (BTS) et en classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE)

PROCEDURE

L'établissement a la charge de repérer, en raison de la connaissance des jeunes et de leurs familles, les situations les plus délicates tout en conservant la visée éducative (éviter le décrochage scolaire notamment).

Il lui appartient, de faire une demande de subvention à la Direction des lycées, afin de permettre l'octroi à ces familles, d'une aide individualisée, après consultation d'une commission sociale désignée par le conseil d'administration.

Il appartient donc à la Commission sociale, de décider du montant de l'aide accordée aux familles.

En cas d'urgence, le chef d'établissement aura la possibilité de décider de l'octroi de l'aide, sans consultation préalable de la commission, qu'il informera postérieurement.

MONTANT DE L'ENVELOPPE ALLOUEE AUX ETABLISSEMENTS

La subvention versée aux établissements est unique et annuelle, basée sur les besoins exprimés par l'établissement. Toutefois, le montant de la subvention accordée aux établissements, ne peut excéder le montant suivant :

3% de l'effectif élèves éligibles recensés à la rentrée n – 1 X 120 €

Dans le cas où le calcul aboutit à un montant inférieur à 500 €, il sera forfaitairement fixé à 500 €.

MODALITES FINANCIERES

Le Conseil régional versera à l'établissement d'enseignement, au vu de sa demande écrite signée par le chef d'établissement, le montant de subvention sollicitée, dans la limite du plafond mentionné ci-dessus.

Cette subvention est annuelle et ne pourra faire l'objet d'ajustement en cours d'année.

DECISION

Le Conseil régional réalisera l'affectation des subventions attribuées aux établissements au cours du 2^{ème} trimestre de l'année scolaire en cours.

EVALUATION

Le dispositif sera évalué sur le nombre et la nature des bénéficiaires (demi-pensionnaires et internes) au regard de la fréquentation globale des services d'hébergement et de restauration.

Le Conseil régional procédera à un bilan du dispositif chaque année et, le cas échéant, émettra un titre de recettes concernant les aides non versées.

DISPOSITIONS DIVERSES

Ce règlement d'intervention a une durée de validité jusqu'au 31 décembre 2023.

TEXTES DE REFERENCES

- Délibération n° 18AP.152 du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté des 28 et 29 juin 2018
- Délibération n° 19AP.143 du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté des 27 et 28 juin 2019
- Délibération n° 20AP.185 du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté des 25 et 26 juin 2020
- Délibération n° 20AP.222 du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté du 9 octobre 2020 (donnant délégation à la Commission permanente)
- Délibération n° 21CP.1043 de la Commission permanente du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté du 29 octobre 2021
- Délibération n° 22CP.717 de la Commission permanente du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté du 8 juillet 2022
- Délibération n° ----- de la Commission permanente du Conseil régional de Bourgogne-Franche-Comté du 30 septembre 2022